

**AUPRÈS DE LA CHAMBRE DE PREMIÈRE INSTANCE  
DES CHAMBRES EXTRAORDINAIRES AU SEIN DES TRIBUNAUX  
CAMBODGIENS**

**Dépôt**

**Dossier n° :** 002/19-09-2007-ECCC/TC

**Partie déposante :** M. KHIEU Samphân

**Déposé auprès de :** La Chambre de première instance

**Langue originale :** Français

**Date du document :** 15 novembre 2012

**Classement**

**Classement suggéré par la partie déposante :** Public

**Classement arrêté par la Chambre de première instance :** សាធារណៈ/Public

**Statut du classement :**

**Réexamen du classement provisoire :**

**Nom du fonctionnaire du service des dossiers et archives :**

**Signature:**




---

***Soutien de la « Demande de IENG Sary visant à ce que la Chambre de première instance tiennne une audience publique pour examiner la pratique répandue et systématique suivie par le Bureau des co-juges d'instruction et ayant consisté à mener des entretiens avec des témoins sans que ceux-ci soient enregistrés »***

---

**Déposée par :**

**Avocats de M. KHIEU Samphân**  
KONG Sam Onn  
Anta GUISSÉ  
Arthur VERCKEN  
Jacques VERGÈS

**Assistés de**  
SENG Socheata  
Marie CAPOTORTO  
Shéhérazade BOUARFA  
Mathilde CHIFFERT  
OUCH Sreypath  
CHUN Sotheary

**Auprès de :**

**La Chambre de première instance**  
NIL Nonn  
Silvia CARTWRIGHT  
YOU Ottara  
Jean-Marc LAVERGNE  
YA Sokhan

**Les co-procureurs**  
CHEA Leang  
Andrew CAYLEY

**Tous les avocats des parties civiles**

**Toutes les équipes de Défense**

**PLAISE À LA CHAMBRE DE PREMIÈRE INSTANCE**

1. Le 2 novembre 2012, la Défense de M. IENG Sary déposait une requête intitulée :  
*« Demande de IENG Sary visant à ce que la Chambre de première instance tiennne une audience publique pour examiner la pratique répandue et systématique suivie par le Bureau des co-juges d'instruction et ayant consisté à mener des entretiens avec des témoins sans que ceux-ci soient enregistrés »*<sup>1</sup> (la Demande) .
2. Par la présente requête, M. KHIEU Samphân soutient l'intégralité des arguments développés dans cette Demande. En effet, les conditions de déroulement des enquêtes du Bureau des co-juges d'instruction telles qu'elles apparaissent au fil des interrogatoires des témoins à l'audience et au fil de l'étude des déclarations écrites que les Co-Procureurs<sup>2</sup> entendent verser au débat soulèvent des questions sur la qualité des enquêtes que la Chambre ne peut ignorer.
3. Le débat doit être clairement posé. Il ne s'agit pas pour le Chambre de première instance de juger de la régularité de la procédure d'instruction ou de la recevabilité des auditions dont les conditions d'enregistrement sont critiquées. .Aucune irrecevabilité ou nullité n'est soulevée ici. Bien au contraire, il est demandé à la Chambre d'examiner la substance des éléments de preuve versés au débat en recueillant toutes les informations nécessaires pour évaluer leur valeur probante.
4. Les circonstances qui entourent les interrogatoires menés par les enquêteurs du Bureau des co-juges d'instruction font partie de ces informations nécessaires à cette évaluation. Plusieurs témoignages à l'audience ont mis en lumière le fait que des

---

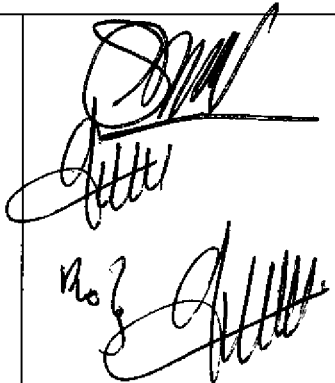
<sup>1</sup> Demande de IENG Sary visant à ce que la Chambre de première instance tiennne une audience publique pour examiner la pratique répandue et systématique suivie par le Bureau des co-juges d'instruction et ayant consisté à mener des entretiens avec des témoins sans que ceux-ci soient enregistrés, 2 novembre 2012, E241 ; notifiée aux parties en anglais et en khmer le 5 novembre 2012, puis en français le 14 novembre 2012.

<sup>2</sup> Demande des Co-procureurs tendant à ce que des déclarations écrites de témoins en rapport avec la phase 1 du déplacement de population puissent être admises au procès en tant qu'éléments de preuve, 15 juin 2012, E208 ; Demande des Co-procureurs tendant à ce que des déclarations écrites de témoins en rapport avec la phase 2 du déplacement de population soient admises en tant qu'éléments de preuve au procès, et autres questions en matière de preuve avec annexes confidentielles I, II, III et annexe publique IV, 5 juillet 2012, E208/2 ; Nouvelle demande des Co-procureurs tendant à ce que des déclarations écrites et des transcriptions de dépositions de témoins soient versées aux débats avec annexes confidentielles 1 à 16, 27 juillet 2012, E96/8.

témoins ont pu être influencés par des enquêteurs du Bureau des co-juges d'instruction n'ayant pas respecté les règles régissant l'enregistrement des interrogatoires. La Chambre ne pourra rendre une décision éclairée et respectant les droits des accusés qu'à la condition de prendre les mesures lui permettant de déterminer si l'instruction a été réellement menée dans les règles et sans « contamination » des témoignages par des enquêteurs plus soucieux d'enquêter à charge qu'à décharge.

5. **PAR CES MOTIFS**, la Défense de M. KHIEU Samphân demande à la Chambre de première instance de :

- **Lui donner acte** de son soutien à la demande de M. IENG Sary « de tenir une audience publique afin d'examiner la pratique suivie par le Bureau des co-juges d'instruction et ayant consisté à mener des entretiens avec des témoins sans que ceux-ci soient enregistrés, ainsi que les conséquences que cela peut avoir sur le contenu des déclarations recueillies de ces témoins lors de leur audition enregistrée et de leur déposition au procès »<sup>3</sup>,
- **Faire droit** à cette demande.

	Me KONG Sam Onn	Phnom Penh	
	Me Anta GUISSÉ	Phnom Penh	
	Me Arthur VERCKEN	Paris	
	Me Jacques VERGÈS	Paris	
Date	Nom	Lieu	Signature

<sup>3</sup> Demande, p. 9 en français.